

1984 OCT-NOV-DEC

n°ISSN 0181-1800

N°26 5^F

ALARME

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

SUPPRIMONS LES POLICES; LES ARMEES. LA-PRODUCTION DE GUERRE.
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

NI MENDICITE , NI CHARITE !

SOLIDARITE REVOLUTIONNAIRE

DE CLASSE !

ETHIOPIE: " QUI A DU FER , A DU PAIN "

Il semblerait odieux de s'adresser ainsi aux six millions d'êtres qui crèvent de faim en Ethiopie. Et ce le serait effectivement tant leur dénuement est total ! Mais cette intention de compenser la pitance par des formules miracles ne nous appartient pas. Elle reste la propriété du citoyen charitable qui nous la prête afin de nous faire taire. Bien sûr, sa formule à lui, se veut différente(?), réaliste - 1 dollar = 1 sac de blé, 10 francs = 1 sac de riz - et elle établit, pour qui qui veut l'entendre, un rapport "direct" entre le remède et le mal.

A un tout autre niveau, celui des Nations, si le schéma est identique la formule se complique et garantit au moins d'interminables marchandages qui n'atteignent pas les oreilles du citoyen charitable totalement absorbé par ses propres lamentations et ses remèdes stupides. De toutes façons, le pauvre bougre n'improvise pas, il écoute puis retransmet le message des campagnes d'affiches et de reportages morbides destinés à stupéfier son esprit. Pendant ce temps sa Nation, elle, indexe la charité sur le cours des céréales et ... des missiles, concurrence capitaliste internationale oblige ! C'est évidemment moins simple et cela nécessite, paraît-il, de grands sommets internationaux d'où les pressions économiques et la stratégie politico-militaire ne sont pas exclues pour ne pas dire qu'elles forment l'essentiel des débats. A titre d'exemple récent, nous citerons la réunion de l'OUA (Organisation d'Unité Africaine) à Addis Abeba, c'est-à-dire en Ethiopie même, qui fut toute absorbée par ... la reconnaissance officielle de la république Sahraouie ! (sans commentaire !)

Ceci dit, pour le capitalisme international comme pour notre citoyen abruti, le critère de survie se borne, dans le "meilleur" des cas à l'entretien sommaire de la force de travail grâce à laquelle par ailleurs, et par son exploitation les chefs d'Etat peuvent jouer les "généreux". Pour apprécier les conditions mêmes de la survie, il faut donc tenir compte de la Division internationale du travail en de multiples unités (de la corporation à la nation), de la concurrence et des guerres que cela implique, y compris celles dites de "libération nationale". Autrement dit, d'après les calculs réalistes du citoyen charitable respectant les consignes économiques nationales et internationales, dix ou vingt paysans éthiopiens affamés ne valent pas plus qu'un sac de blé. C'est une caricature très légère

LE PROVERBE DU MOIS



en comparaison des réelles enchères qui évaluent pour nulle la vie de millions d'êtres humains. Ce ne sont certainement pas les dirigeants d'Ethiopie qui contrediront cet état de fait, eux qui ont récemment dilapidé 150 millions de Dollars pour commémorer la chute il y a dix ans de l'empereur Haïlé Sélassié (une grande victoire sur la féodalité ?!). Que parlons-nous de dirigeants Ethiopiens ! Ils existent au sein d'un comité militaire provisoire qui devrait, selon une vi elle recette, se transformer en Parti Unique, mais ceux-ci, peut-être pas encore assez

aguerris contre la population, partagent la quasi totalité de l'administration avec les "coopérants" du camps impérialiste Russe (les Est Allemand à la propagande, les bulgares à la gestion des fermes d'Etat, les Russes au plan décennal, les cubains aux frontières). 150 millions de dollars ne sont pas de trop pour régaler, à vue, tout

ce gratin bureaucratique qui s'assure une position stratégique sur la Mer Rouge face aux émirats arabes producteurs de pétrole (hormis le Yemen du Sud) et à Djibouti qui demeure une base militaire française. Gageons qu'il n'oublie pas de faire, sous la table, le plein de devises du camp impérialiste américain qui est le principal client de l'Ethiopie et aussi dans une moindre proportion son fournisseur. La "Victime" américano-européenne toujours à l'affut d'un renversement d'alliance n'hésite évidemment pas à répondre à l'occasion en arrosant gratuitement le pays de céréales afin de faire chuter les cours intérieurs. La réponse n'est pas seulement économique car de ce seul point de vue l'enjeu parfois est faible dans l'immédiat, mais aussi militaire et elle plonge ses tentacules au sein de trois conflits armés sous couvert de régionalisme ou de nationalisme (Tigray, Erythrée pour l'intérieur, Somalie à l'extérieur). Les intermédiaires pro américains Soudan (en proie aussi à la famine) et émirats arabes soutiennent particulièrement les nationalistes Erythréens pour leur visée sur le port d'Assab, principal centre industriel du pays (raffinerie).

Au passage et à propos des luttes dites de libération nationale nous rappelons qu'avant l'accord militaire "URSS"-Ethiopie de 1977, les guerrilleros érythréens aujourd'hui napalmés par les russes étaient entraînés à Cuba.

" Sans la révolution sociale, on ne peut aller que de l'orbite de Washington à celle de Moscou..." (pour un second manifeste communiste du FOR). Et les six millions d'affamés dans tout ça ? Cantonnés dans le Nord du pays, ils demeurent au centre de la rivalité interimpérialiste qui ne leur concède que les entrailles de la Terre après la photo souvenir destinée à effrayer le prolétariat. Alors la sécheresse... Nous disons, qui a du Fer a du pain afin de rétablir le véritable objectif, toutes les richesses de ce monde et le destin de millions d'individus. C'est avant tout une constatation dont le prolétariat mondial doit s'emparer les armes à la main pour ne pas être embrigadé dans les luttes partisans du capitalisme ("libération nationale", campagne de soutien, etc...) qui légitiment sa misère relative et accroissent l'indigence absolue.

Bien qu'une bonne gifle soit plus efficace, il peut toutefois répondre, dans un parfait dialogue de sourd avec le citoyen charitable, "qu'il a déjà donné" ce qui somme toute est vrai et non moins réaliste ; aucun sentiment de culpabilité ne doit venir ensuite troubler ses luttes revendicatives pour obtenir toujours plus en travaillant toujours moins dans la perspective d'anéantissement de la division du travail et du salariat,

Affaiblir au maximum les États qui l'exploitent serait, compte tenu de ce que nous avons dit plus haut, une solidarité minimum envers les populations les plus déshérités (cela va des chômeurs aux cohortes de paysans sans terres cultivables). S'il sait ainsi se montrer le maître de la production, il devra nécessairement, pour son entreprise de destruction des classes, incorporer les plus démunis dans son activité créatrice et révolutionnaire. A ceux-ci s'ouvriront alors des choix plus divers et plus enthousiasmants que ceux qui leurs sont aujourd'hui imposés par un bitume ennuyeux ou une terre volontairement dépourvue d'équipement.

Il va sans dire qu'une telle révolution détruira toutes les frontières et toutes les nations dont celles dites à tort du "Tiers Monde" qui se distinguent non par leur exclusion du système capitaliste mais comme la manifestation extrême de sa décadence.

Enfin, puisqu'il s'agit de tout bouleverser, la responsabilité prolétarienne s'affirme non comme de la charité chrétienne qui épuise plus qu'elle ne soulage, mais comme la continuation du combat pour supprimer l'économie marchande. Pas de formule mais de la constance dans l'activité révolutionnaire.

ABOUCCHAR:

L'HYPOCRISIE SANS FRONTIERES

Avec dégoût et indignation nous avons été forcés de suivre pendant plus d'un mois le feuilleton intitulé "Le résistant Abouchar et le droit à l'information". A cette occasion tous les médias en ont profité pour nous rappeler que la liberté et le pluralisme idéologique, si chers à la faune politique, est un privilège rare dont nous pouvons encore jouir en France qui est un véritable paradis démocratique.

Encore une fois, libéraux, sociaux-démocrates et staliniens se sont mis d'accord pour défendre le droit à la libre expression. Pour nous, la seule liberté possible pour les travailleurs et l'humanité tout entière, est celle qui émanera de la révolution socialiste au niveau international, et donc y compris dans les pays soi-disant communistes. Sous le règne du capital, les masses exploitées n'ont le droit que de vendre leur force de travail et ainsi de perpétuer leur condition de vie misérable sous tous les rapports.

Alors, rien de plus faux et mensonger que ce cirque monté de toute pièce par la réaction capitaliste et ses valets staliniens (le PC s'est manifesté en faveur de la libération d'Abouchar). Tout ceci afin de préserver leurs propres intérêts.

Pour se solidariser avec le journaliste "résistant", entré clandestinement en Afghanistan, un comité de solidarité regroupant des intellectuels de tout bord, s'est organisé sous la présidence du social-démocrate pro impérialiste et pro européen, Jean Zigler. L'affaire Abouchar n'était qu'un prétexte pour défendre les privilèges mesquins de ces pseudo-intellectuels laquais du capital, qui manipulent l'information et monopolisent la culture.

D'autre part, quand les professionnels de la désinformation hissent le drapeau de la liberté et parlent des droits de l'homme, on ne peut s'empêcher un léger sourire. Nous savons tous que pour devenir journaliste il faut avant tout être fidèle au système capitaliste, et surtout ne jamais dépasser le cadre des droits octroyés par celui-ci.

Lorsque Abouchar a eu droit pour sa libération à une gigantesque campagne orchestrée par les médias, Antenne 2 en particulier ; ceux-ci n'ont donné aucune importance aux exécutions des militants "de gauche" en Turquie, car affaires capitalistes obligent, la France était à ce moment-là en train de négocier la vente des avions au gouvernement turc. Et pourtant messieurs les journalistes de gauche ce sont en grande partie des gens imbibés d'une idéologie similaire à la vôtre, c'est-à-dire circonscrite dans les limites étroites du capital, qui subissent la répression dans ce pays. De même, aucun bruit n'a été fait sur la répression sanglante lors de la grève générale au Chili. Aucune campagne cette fois-ci de soutien n'a été organisée pour ces deux pays. Alors, messieurs les journalistes démocrates où est votre solidarité sans frontière ?

Dans cette affaire sordide, la Russie et ses serviteurs afghans n'ont jamais eu l'intention de condamner Abouchar à 18 ans de prison. A ce propos il faut remarquer que quelqu'un ayant franchi illégalement et avec la propagande des résistants, la frontière d'un pays en guerre civile risquerait bien plus qu'une mise en scène bidon. Ils voulaient tout simplement s'affirmer devant les capitalistes occidentaux comme les maîtres capitalistes de la région. Ni Russes ni français ne se sont montrés trop intransigeants, car ces deux fractions du capital ont des intérêts politiques et économiques en commun (malgré leur opposition interimpérialiste) ; à savoir perpétuer l'exploitation et la domination du genre humain.

Dans cette histoire il n'y a qu'un seul gagnant : Jacques Abouchar qui avec sa gloire d'héros résistant n'a plus qu'à écrire son calvaire qui sera sûrement un best-sellers où il continuera à parler d'un monde divisé en démocratie et en totalitarisme, alors que la seule vraie division est celle des classes sociales, en Afghanistan comme au Chili, en Chine comme en Russie.

En ce qui concerne les travailleurs, ils ont été encore une fois dupés et entraînés dans une campagne destinée à renforcer l'emprise de l'Etat capitaliste sur l'humanité.

La classe ouvrière n'a aucune leçon de liberté et de solidarité à recevoir de ces fanatiques des droits de l'homme (droits en fait à l'exploitation capitaliste). Aucune confiance aux médias manipulés en fait et de fait par le capital et ses Etats.

AVERTISSEMENT

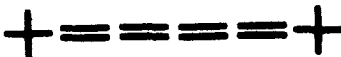
Lisant régulièrement la nouvelle revue "Jalon" nous sommes évidemment tombés sur son numéro spécial qu'elle dédie entièrement à notre organisation. Prochainement paraîtra entre autre dans notre nouvelle publication supplément à Alarme une réponse aux problèmes que soulèvent les camarades de "Jalons". En effet nous avons décidé de publier deux numéros spéciaux par an comme suppléments à Alarme. Toute contribution économique de nos lecteurs sera comme toujours la bien venue afin de soutenir cet effort. Le premier numéro devrait paraître fin mars.

Nous préparons également, en espagnol pour l'instant, une recompilation par thème des articles les plus importants des deux premières séries d'ALARMA 1958-1976. 4 brochures sont prévues :

- la question espagnole
- la question russe
- L'organisation, le Parti, la décadence
- Critique révolutionnaire de la situation internationale de 58 à 76.

Là encore une aide économique serait la bien-venue afin d'assurer la plus grande édition et diffusion possibles.

Imprimerie Borrone
9 rue Borrone 75015 Paris
Dépôt légal 4^e trimestre 88
Directeur de la publication
P. Maréchal
Commission paritaire n°61890



PUBLICATIONS DU F.O.R. :

- en français:		
«Parti-État, stalinisme, révolution	G.Munis Ed.Spartacus	20,00
«Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis Ed.Eric Loefeld	20,00
«Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis	
(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946)		25,00
«Le manifeste des exégètes	B.Péret	
(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946)		25,00
«Fausses trajectoire de Révolution Internationale		5,00
«Alarme spécial organisation (n°13)		5,00
«Alarme, collection complète, les dix numéros :		30,00
- bilingue français-espagnol:		
«Pour un second manifeste communiste	Ed.Eric Loefeld	20,00
- en espagnol:		
«Jalons de derrota, promesa de victoria	G.Munis	
(Reproduction fac-similé de l'édition de 1948)		80,00
«Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruca obrera	12,00
«Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional		
(Reproduction photocopiée de l'édition de 1949)		20,00
«Cincuenta anos despues (el Trotskismo)		15,00
- en grec:		
«La gauche communiste en Grèce 1918-1930		30,00

NI PETITIONS , NI LOIS !

REFUSONS LES EXPULSIONS !

Face aux expulsions, à la misère toujours croissante, aux tracasseries de toutes sortes dues à ce système pourri qu'est le capitalisme, le P.C.I. (trotskiste) a distribué un tract notifiant qu'il était déplorable que l'Etat fasse expulser les personnes ne payant plus leur loyer, en particulier les chômeurs.

Comme solution suprême, ce soi-disant parti des travailleurs propose, après maintes pétitions, de faire voter une loi interdisant les expulsions. Il est clair qu'ils essayent d'entraîner les prolétaires dans une lutte qui n'est pas la leur. En 1981, ils ont appelé à voter pour Mitterrand, ils ont choisi l'exploitation de gauche de "leurs camarades travailleurs" et maintenant, ils veulent faire passer une loi face au pouvoir qu'ils ont aidé à mettre en place, et dont le but est l'exploitation toujours accrue du prolétariat.

A lire vos récits, messieurs les gauchistes, on ne s'étonnerait pas que vous fassiez signer une pétition afin de faire voter une loi pour ceux qui crèvent de faim aient du pain, une autre pour que les chômeurs ne payent plus leurs cigarettes, ou encore, une loi qui leur permette de se shooter pour oublier qu'ils crèvent de faim.

Ce terrain de lutte n'a rien à voir avec le prolétariat. Le minimum dans de telles situations, est de s'opposer par la force aux expulsions, comme cela a été tenté spontanément par des colocataires dans les banlieues d'Angers et de Nancy malgré la répression que leurs comités ont du subir de la part des flics CGTistes (légalisme à tout prix, pétitionnité à la mode P.C.I, etc...) ou des flics en uniforme - ce qui montre bien la nécessité d'une riposte physique.

Les pétitions sont l'illusion d'une réponse et masquent aux prolétaires la nécessité d'agir par eux mêmes et d'une manière autrement plus sérieuse. Cette pratique rend passif et fait des gauchistes les alliés des propriétaires, huissiers et flics qui eux, agissent.

Quant à la garantie d'une loi, il est bon de rappeler que malgré la LOI, il y a des travailleurs qui gagnent moins que le SMIC (qu'ils soient immigrés clandestins ou français "au noir"), qu'il y a des enfants trop jeunes qui travaillent, etc... Le capital fait les lois, les tourne, les défait selon ses intérêts, et il les fait respecter par sa police, ses huissiers, sa justice, et même par ses gauchistes !

La loi régleme notre situation présente : celle d'exploités, et c'est la police qui est chargée de la faire respecter. Nous ne pouvons ni ne devons leur accorder la moindre confiance ! Nous ne pouvons compter que sur notre propre force et notre propre organisation pour nous défendre d'abord, pour attaquer ensuite et exproprier les expropriateurs !

Ce n'est pas en faisant voter des lois que nous aboutirons au communisme, à la fin de l'exploitation. Le but du PCI comme de tous les autres gauchistes est la perpétuation de notre situation d'esclaves salariés, sous le règne du capitalisme d'Etat, et c'est pour cela que nous devons les combattre.

Pour en finir avec cette société divisée en classes, organisons-nous dès maintenant sur les lieux de travail et en-dehors, contre l'économie nationale et internationale, contre les syndicats, qui exercent le rôle de flic dans les entreprises, contre toute expulsion (du pays, du logement), contre tout licenciement,

Formons nos propres organes de combat contre les flics de l'Etat, les flics syndicaux.

Luttons pour la dictature du prolétariat qui mènera à l'abolition du salariat, à la société communiste et donc sans classes.

NON AUX EXPULSIONS ! SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS FACE A LA SOLIDARITE CAPITALISTE !

(Tract diffusé par nos camarades de Tours en réponse à une campagne des trotskistes du PCI sur le problème du logement en Décembre 1984 dans cette même ville)

UNITE DE CLASSE CONTRE LES DIVISIONS CAPITALISTES !

"Convergence 84 a renouvelé, un an après, la "marche des beurs" sur Paris. Le durcissement de la gauche "fraternelle" contre la fraction immigrée du prolétariat en France (contrôles policiers, question des regroupements familiaux, etc) se compense ici par une récupération de grand style. Syndicats, partis, ligues ; LICRA, MRAP, gauchistes, antiracistes, P"C", P"S", CGT, CFDT, tout le gratin était là, indigné contre le racisme, pour que les immigrés se sentent bien en France, "terre d'accueil et d'asile".

Pour ces dignes praticiens du bulldozer, expulseurs et policiers, tous ceux qui vivent en France ont droit à la dignité et peut-être à la citoyenneté.

Mais de quelle dignité, de quelle citoyenneté s'agit-il ?

De celle du travailleur, abruti par ce travail dont il a trop et dont le manque réduit le chômeur à la mendicité ? De celle de l'électeur, dindon permanent de la farce électorale, période digne du jour des fous où les esclaves croient devenir maîtres une fois par an ?

Rouleurs comme marcheurs, ils veulent en finir avec le racisme, ce sursaut abject du misérable contre un misérable sur lequel il peut enfin taper parcequ'il est étranger. Mais la misère et les frontières e séparent pas les défenseurs de l'ordre établi, quelquesoit leur race, sexe, âge ou parti. Alors que justement, les prolétaires sont séparés en races, mais aussi en sexes, âges, qualifications, hiérarchies, situation face à l'emploi, etc... Ils sont séparés en une multitude de catégories antagoniques qui ne sont que des fractions concurrentes sur le marché du travail.

Le fait d'être séparés en couches antagoniques signifie en fait que les individus (prétendument indivisibles) sont eux-mêmes séparés en plusieurs êtres distincts, comme un saucisson finement coupé en tranches, que l'on fait tenir par une enveloppe d'aluminium. En effet, l'individu commence par être un prolétaire, productif ou non, et sa vie est divisée en deux grands moments : le travail et le non-travail (il convient d'être prudent avec les mots loisirs, repos, etc). Le moment travail est celui où il échange sa force de travail contre une valeur lui permettant

de la reconstituer. La quantité de force de travail activée crée plus que la valeur de sa reconstitution. Ce supplément est la plus-value, la richesse du capital. Plus le travail est productif, moins il faut de temps pour produire l'équivalent nécessaire (le salaire) à la reproduction de la force du travailleur, plus ce dernier crée de valeur supplémentaire dans le même temps, plus il est exploité.

Aliénant son existence à la force qui vent bien la prendre, il est coupé du produit de son travail, privé des instruments de production et finalement séparé de cet autre, l'être vivant qu'il pourrait être.

Divisé par et dans l'activité essentielle à sa survie, l'individu n'en retrouve pas pour autant l'intégrité de son être hors de la sphère "travail". Au contraire, à ses besoins multiples, découlant de la richesse de sa personnalité et de la société, ne correspondent pas des relations et activités librement réalisées, mais des moments de vie figés en catégories qui s'autonomisent, brisent toute unité de la vie individuelle, l'émettent et forment de fausses unités collectives.

Ainsi le sentiment d'être femme, hors des relations patriarcales, devient féminisme, aimer la forêt devient écologisme, parler une langue dialectale, non nationale, devient régionalisme, nationalisme, ne pas hiérarchiser les hommes selon leur couleur ou nationalité devient antiracisme, l'horreur de la guerre devient pacifisme, l'indignation devant la faim devient tiers mondisme, etc...

Toutes ces communautés, auxquelles on peut appartenir successivement ou simultanément, masquent l'absence totale de vie collective à titre humain (le communisme) car masquent le fondement de la vie présente : l'exploitation, l'échange marchand, la loi de la valeur. Toutes ces mini-idéologies découlent de la principale déformation de ce qu'est le communisme, à savoir, elles ne peuvent apparaître que dans et par l'effritement du stalinisme, c'est-à-dire qu'elles sont un produit de l'échec de la révolution et de l'absence présente de perspective communiste claire.

L'anti-racisme, en cherchant primordialement à construire une communauté humaine sans considération pour les rela-

tions sociales déjà existantes, ne fait que permettre leur perpétuation. Qui pis est, en réduisant les problèmes de classe à des questions de races, de droits de l'homme et de convivialité inter-classistes, il s'oppose directement à la constitution en classe des prolétaires.

Son impact est particulièrement net aux USA dans les années 60-70 ou aujourd'hui en Afrique du Sud, où depuis une dizaine d'années, les prolétaires, lycéens ou ouvriers, chômeurs ou mineurs, s'affrontent en grèves, émeutes, etc... à leurs conditions d'exploités, face à une répression et une organisation sociale particulièrement odieuses. Mais conjointement à l'amplification de leur mouvement, ce n'est pas une organisation prolétarienne qui se développe, l'organisation syndicale et cléricale des prolétaires. Malgré la volonté inconsciente du communisme qui sourd dans chaque mêlée où les prolétaires se battent, le but consciemment et clairement indiqué, l'encadrement idéologique et la pratique quotidienne, contribuent et réussissent jusqu'à présent, à imposer une alternative pour et dans ce système, et à étouffer une alternative communiste.

L'octroi du prix Nobel de la paix à un évêque noir d'Afrique du Sud, est un symptôme précurseur de ce qui risque d'arriver là-bas si les prolétaires ne se débarrassent pas de cette influence néfaste. Après le départ des "racistes blancs", il y aura la république anti-raciste où les prolétaires noirs seront démocratiquement exploités. Il suffit de jeter un oeil sur le Zaïre pour voir que l'exploitation anti-raciste ne convient pas plus aux prolétaires que la précédente, une fois passée l'euphorie de la "libération". Quant à l'indépendance et la dignité nationales, l'Agola et la Rhodesie-Zimbabwe sont les vivantes réalisations des victoires du peuple noir libéré de tout sauf du salariat. Pas plus que l'argent n'a d'odeur, le capital n'a de couleur !

L'insistance toute particulière que les gouvernements occidentaux ou orientaux mettent à condamner le régime d'"Apartheid" s'explique par le caractère particulièrement violent de la domination du capital. Il sert d'alibi, de repoussoir : "regardez comme c'est terrible là-bas et fermez-la!" "Soutenez la juste lutte démocratique et anti-raciste en Afrique du Sud et sachez consommer et apprécier avec modération les misérables miettes des pays libres".

La reconnaissance des leaders religieux ou syndicalistes à l'échelle internationale représente une caution et un exemple à montrer pour les dirigeants qui "éduquent" ainsi "leurs" prolétaires "libres" en même temps que ceux d'Afrique du Sud ou de tout autre pays dans le même cas (Pologne).

C'est la garantie du soutien d'autres nations intéressées à un changement d'équipe gouvernante, et la menace sous-jacente d'hostilités si tout ne se passe pas dans les limites démocratiques fixées et reconnues internationalement.

C'est ce processus qui se déroule dans tout mouvement de libération nationale, et qui prend des proportions d'autant plus importantes que la nation en question est potentiellement riche.

Le fait que les luttes de "libération nationale" se déroulent dans d'anciennes colonies dont la possession était entre autre, justifiée par une idéologie raciste fondée sur un discours scientifique, complique ces processus superficiellement, mais sans altérer leur mécanisme fondamental. Le but est la gestion des richesses du territoire par une couche capitaliste autochtone, au nom de la liberté bafouée par les colons et pour l'égalité, la dignité et la citoyenneté de tous ceux qui ont souffert de l'injustice...

Ainsi en est-il de la Nouvelle-Calédonie, où les bureaucrates du FLNKS appellent les prolétaires, essentiellement ruraux, à combattre pour "la Nouvelle-Calédonie aux Néo-Calédoniens", "l'identité Néo-Calédonienne" et autres foutaises : les prolétaires étant dépossédés de tout, ils ne possèdent ni patrie, ni identité autre que celle de l'exploitation.

Le programme de tous ces mouvements, de Convergence 84 à la Nouvelle-Calédonie en passant par l'Afrique du Sud, copie au mieux celui des révolutions bourgeoises des XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles. L'organisation, elle, est syndicale, voire stalinienne. A tous les titres, dans leurs buts comme dans leurs moyens, ces mouvements sont réactionnaires et s'opposent à la constitution en classe du prolétariat et donc à la révolution.

Leur caractère antiprolétarien provient d'abord du décalage entre leur contenu capitaliste et leur réalité pratique, où ce sont des prolétaires qui se mobilisent pour ces objectifs et ne font ainsi que construire des armes pour leurs adversaires

sans s'ouvrir de perspective propre, du fait de l'assujettissement de toutes les couches capitalistes "nationales" à un bloc, à un impérialisme ou à autre.

Mais le plus important, c'est que justement il y ait cette absence de perspectives propres au prolétariat, c'est-à-dire absence d'organisation et donc de mémoire consciente et agissante de la classe. Cela ne peut se comprendre si l'on ne conçoit pas la profondeur de la contre-révolution mondiale à partir de la Russie, contre-révolution qui brise l'assaut mondial du prolétariat contre le vieux monde, qui donne les preuves de la maturité puis de la sénilité de ce dernier au début du siècle; preuve complétée par la réalisation du marché mondial et de la guerre (14-18). En brisant toutes les entraves locales des anciens régimes, le capitalisme a créé son irréductible antagoniste, le prolétariat international et les conditions de la subversion complète de ce monde. Entre ces conditions objectives du communisme et la survivance d'un système qui ne développe plus aucun devenir pour l'humanité, il y a un décalage qui constitue la décadence dont la source remonte à l'échec de la révolution mondiale (1917-1937) et dont le verrou est la contre-révolution stalinienne, moteur et fosse septique de la gigantesque réaction que constitue ce système.

C'est à cette source que puisent tous les mouvements qui posent partiellement ou qui déforment la question de l'exploitation. Or quelquesoit sa situation, immigré, colonisé, métropolitain, "ségrégré", etc, un prolétaire est un esclave salarié qui ne peut résoudre dans le cadre de ce système son problème fondamental : celui de l'exploitation.

Et si l'appréhension, l'exposition et la résolution du problème ne peuvent pas se faire dans les cadres capitalistes (nationalistes, staliniens, syndicalistes, cléricaux et autres idéologies qui en découlent) mais en-dehors et contre eux, on ne peut pour autant s'en remettre à la spontanéité de la révolution, bien que spontanément (ce qui diffère radicalement d'"obligatoirement") par sa situation dans les rapports sociaux, le prolétaire soit amené à la révolte.

Contrairement à la période antérieure à la décadence, l'organisation du prolétariat ne surgit pas spontanément de la société, à cause de sa destruction mondiale et massive au cours de la première moitié de ce siècle. Ainsi les infimes minorités révolutionnaires ne voient-elles pas leur

rôle diminuer devant "une organisation grandissante des travailleurs" mais croître face à la désorientation individuelle des prolétaires révoltés, dupés, bafoués et vaincus en ordre dispersé. L'organisation est aujourd'hui devenue la priorité, la condition sine qua non de l'irruption victorieuse de la classe révolutionnaire. C'est dire si l'intervention des révolutionnaires déjà organisés se doit d'être tranchante et doit poser une alternative communiste aux problèmes que pose le Capital, sur tous les plans et particulièrement sur celui de l'attaque du capital lui-même, de la plus-value, pierre d'achoppement de la lutte immédiate dans la perspective de la transformation radicale de la société.

Cela signifie que l'intervention doit peser qualitativement sur les luttes, en n'appelant non pas tant à la violence ou à l'extension du mouvement qu'en définissant et indiquant son contenu, ses buts.

Dès aujourd'hui, il faut refuser les licenciements, les expulsions, les accroissements d'horaire, d'intensité de travail, les diminutions de prestations chômage et santé ; il faut proclamer haut et fort que l'insécurité, c'est celle de celui qui n'a rien face à la propriété privée et la police, que le racisme ne se résoudra pas par l'égalité des droits (au contraire) mais par la lutte commune pour des objectifs anti-capitalistes (eh oui! et on n'ira pas pleurer pour le soutien des syndicats), etc.

Le mouvement des mineurs britanniques nous rappelle que la violence n'est rien, contre la police, tant qu'elle n'est pas dirigée d'abord contre les syndicats et partis législatifs qui doivent être expropriés (locaux, imprimeries, moyens de transport,...) comme partie de l'Etat capitaliste. Mais cet aspect du mouvement, la lutte pour le pouvoir, ne signifie rien si la moindre parcelle de pouvoir prolétarien ne s'attache pas à dissoudre et briser les liens sociaux capitalistes, en imposant le travail pour tous et donc le droit à la paresse, c'est-à-dire la diminution massive des heures ouvrables proportionnellement au nombre de travailleurs et aux nouveaux moyens techniques. A l'expropriation des moyens de production correspond celle des logements, la distribution des produits, la refonte de l'urbanisme, en préfiguration de la suppression de l'antagonisme ville-campagne, la reprise des moyens de communication, afin d'appeler les prolétaires

du monde entier à s'unir et à lutter contre leur exploitation, contre "leur" nation, à centraliser leurs réalisations dont l'exemple suscitera de nouveaux enthousiasmes révolutionnaires, non pas

tant par la prise du pouvoir que par la nature et les réalisations de ce pouvoir dont le principe directeur est l'abolition du salariat : a chacun selon ses besoins !

CONTRE L'ISOLEMENT

D'après une note parue dans la Nouvelle République du 9-12-84 des affrontements entre jeunes chômeurs organisés (T.T.S.) comme ils se définissent eux-mêmes et truands (en fait police supplétive de la bourgeoisie locale) ont eu lieu dans l'île de Madagascar.

Ces affrontements se sont produits à Antanomarivo, la capitale, et sont passés à peu près inaperçus dans la presse. Celle-ci préfère nous abreuver d'images et de discours charitables sur les nouveaux pauvres crevant gentiment sans déranger personne ni remettre en question l'ordre établi.

Le chômage n'est pas du à la fatalité ni à la mauvaise gestion d'une clique au pouvoir. L'existence même du capital implique une armée de réserve ; en France plus de trois millions de chômeurs plus ou moins indemnisés auxquels vont s'ajouter ceux produits par la création des T.U.C. qui n'est pas s'en rappeler les ateliers nationaux du milieu du siècle dernier. Cependant les T.U.C. correspondent aux formes de travail "éclaté", "posté" et les prolétaires n'y seront pas concentrés en camps ou en ateliers mais dispersés et isolés. C'est une manière pour le pouvoir en place de partager la misère, d'avoir une main-d'oeuvre corvéable à merci de façon à entretenir la division, la déqualification dans le but, entre autre, de faire baisser les salaires et accroître ses profits. Sur toute la planète le chômage, la misère s'intensifient ; voilà le triste bilan de cette société divisée en classes, de ce système anti-humain qu'est le capitalisme.

Nous devons rompre dès maintenant avec l'isolement et la passivité. Chômeurs, ouvriers, nous appartenons à une même classe, la classe ouvrière internationale, et nous devons nous organiser dès maintenant pour en finir avec l'économie capitaliste basée sur le travail salarié. Vive la révolution communiste !

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque de 14 à 16 h au café au "rond point" métro Père la Chaise.

Tours : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h au café "le bordeaux" place de la gare, soit le 23/2/1985 Et le 27/4

Nancy : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h au café de la gare, place de la gare, soit le 30/3/1985

Abonnements

ALARME ORGANE du F.O.R. en France
1 an.....4n°.....20 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne
1 an.....4n°.....20 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
ALARME
CCP n°151628 U Paris

PARTI-PRIS

"Il y a des divisions dans une démocratie, c'est ainsi et c'est bien ! Je connais ces divisions. La question est de savoir à partir de quel moment commence le risque de l'atteinte à l'unité nationale. Je suis le garant de cette unité nationale".

F.Mitterand (le Monde du 23/11/84)

Réponse de classe au "socialiste" Mitterand.

- L'unité prolétarienne fomenta la révolution sociale. La révolution sociale cimentait l'unité internationale du prolétariat. L'une et l'autre se garantissent mutuellement.

- L'unité de classe commence dès que les carcans capitalistes (atelier, entreprise, région, nation) ne constituent plus une limite aux revendications ouvrières mais une cible pour celles-ci.

Elle porte donc violemment préjudice à l'unité nationale.

- En tant que classe sociale, le prolétariat n'est pas seulement un ensemble sociologique défini par la place qu'il occupe dans les rapports de production capitalistes (classe exploitée) mais aussi la révolutionnaire qui doit supprimer toute forme de domination.

Altérer voire nier l'une ou l'autre de ces propositions, quand ce n'est pas plus généralement les deux à la fois signifie perpétuer la division en classes de l'humanité.

- la révolution socialiste ne s'accommode d'aucune division reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle combat par conséquent tous les partis capitalistes.

tes avoués ou non qui occultent sa nécessité au profit d'intérêts qu'il faudrait immédiatement satisfaire pour survivre au sein du ... capitalisme.

Les conceptions divergentes ainsi définies-sur les impératifs de ce système-par et pour ces partis, l'Etat et les syndicats, se conjuguent ou s'opposent selon les règles négociées dont la somme constitue la démocratie capitaliste.

- Puisqu'aucune querelle, aucune division ni aucun consensus qui alimentent cette démocratie ne peuvent ni séparément ni occasionnellement représenter les intérêts du prolétariat, la question est de savoir à partir de quel moment ces derniers s'imposent contre tous les intérêts capitalistes réunis.

Cette dictature, a contrario de la dictature capitaliste de forme totalitaire ou démocratique, ne saurait s'affirmer selon les décisions d'un seul homme, pas plus selon les programmes achevés d'un parti ou d'un collège de partis.

Elle est l'oeuvre de la majorité de la classe, à travers toutes ses composantes organisées en partis ou non, en lutte contre la soumission économique et politique résultant de l'esclavage salarié.

Cependant et sans souci de contradiction, les prémisses de la dictature du prolétariat apparaissent avec l'unité de classe la plus élémentaire qui se réalise dans le besoin constant et opérant de réunir les plus larges franges de la classe toute entière. Cette unité ne peut se maintenir sans s'affronter à l'Etat capitaliste, elle ne peut pas s'élargir au maximum sans le détruire.

Une main de fer dans un gant de velours !

La prostitution est paraît-il, le plus vieux métier du monde. On peut donc dire que le travail salarié a des lettres de noblesse irréfutables : ça commençait bien !...

De la "femme ployable" au "travailleur flexible" que de chemin parcouru. De la flexion à l'expiration, il n'y a bien sur qu'un mouvement, celui du capital.

Les tartuffes, langues de bois, faussaires et escrocs dont l'expérience de l'exploitation et de ses divers trucs, repose sur la menace, la division, la fausse contestation cléricale et syndicale, les mythes "ouvriers", ne font que maquiller la bête immonde.

Son existence-même suffit à engendrer la répulsion et la volonté de la crever, quelque soit son habillage ridicule et leur babillage insolent, ils ne perdent rien pour attendre une colère inflexible et de roide coups.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, REDRESSEZ-VOUS !!

Nicaragua:

5 ans de domination sandino-capitaliste

Au Nicaragua, les élections proposées dès les premiers jours de la prise du pouvoir par la junte de reconstruction (capitaliste) ont donné la majorité au candidat représentant la liste officielle du FSLN. Sans surprise, le "commandant" Daniel Ortega a été élu Président de la république et le parti sandiniste a obtenu aisément la majorité à la nouvelle assemblée constituante.

Bien que l'opposition bourgeoise, rassemblée principalement autour de la coordination Démocratique Nicaraguayenne (CDN) ait refusé de participer au processus "démocratico-bourgeois", le prolétariat comme toujours a été obligé de choisir entre les différentes fractions capitalistes, FSLN, PSN, PCN, PPSC... Dans cette ivresse électorale, les sandinistes ont fait une campagne sublime quant à ses consignes patriotiques : "l'abstention favorise l'intervention extérieure", "voter pour le peuple contre l'impérialisme" etc. Ceci afin d'obliger la population à se rendre aux urnes, réalisant ainsi un double objectif : combattre l'abstention de la CDN et convaincre l'opinion publique internationale que le processus électoral s'était déroulé de manière massive et démocratique. Mais pour la classe ouvrière quel est l'avantage de ce cirque démocratique ? La réussite de la percée du mouvement sandiniste ? Non, car depuis 1979 les travailleurs sont victimes d'une exploitation accrue de la part des agents directs du capital au Nicaragua, c'est-à-dire du FSLN.

Dans les moments où la lutte de classes est au plus bas, et en période où domine encore la contre-révolution, les couches petites-bourgeoises dans certains secteurs du monde tendent à se révolter et à s'affirmer par des actes de terrorisme individuel ou par des révoltes massives. Ces manifestations sont le résultat du refus du capitalisme de leur offrir une place dans le système. La petite bourgeoisie individualiste en opposition aux méthodes de la lutte de la classe ouvrière et de ses buts historiquement communistes, se méfie de cette dernière en la considérant parfois privilégiée dans le système oppresseur et meurtrier du capital. Ainsi à chaque fois qu'une nouvelle clique capitaliste s'empare du pouvoir en s'appuyant sur la petite bourgeoisie la classe ouvrière est physiquement détruite en tant que classe et ses organisations combattues jusqu'à leur atomisation, laissant place au suprême idéal réactionnaire de la Patrie et de l'Etat.

La prise du pouvoir sandiniste n'échappe pas à cette "loi historique". Elle est d'abord une insurrection de la petite bourgeoisie contre le clan Somoza, et ensuite d'instrument pour stopper toute perspective révolutionnaire de la classe ouvrière. Le seul but tracé par le FSLN était et reste la construction d'un Etat capitaliste fort et nicaraguayen.

Cependant pour le milieu "gauchiste" latino-américain et européen les "commandants" de la "révolution" sandiniste sont des révolutionnaires. Cette position émane d'imbéciles ou de malhonnêtes qui aspirent, projections et frustrations réactionnaires obligent, à devenir des commandants habillés en vert kaqui façon Castro. Ces "guerrilleros" qui sentent la poudre du capital ont toujours été ou à l'écart ou contre les perspectives historiques de la classe ouvrière. Ils n'ont jamais envisagé de détruire ce système pourri afin de permettre à la classe ouvrière de s'éteindre comme classe en ouvrant la voie au communisme.

Ce sont ces crétins et ces faussaires qui pour soutenir le FSLN ont mis dans la bouche des dirigeants sandinistes un discours à phraséologie "révolutionnaire" lui assurant ainsi un soutien "critique" qui est un véritable soutien stratégique aux aspirations anti-ouvrières et contre-révolutionnaires des sandinistes.

Lorsque l'industrialisation apparaît dans les années 50 et que le processus des échanges du marché commun centre américain prend de l'envergure dans les années 60, les propriétaires fonciers se transforment en bourgeoisie industrielle, et les intérêts des uns et des autres s'accroissent. Ainsi les premiers heurts entre les intérêts de la famille Somoza et la grande bourgeoisie qui avait hérité des grands domaines agricoles à partir de la colonie se font jour. Somoza, simple parvenu dont la puissance émane des affaires obscures et mal acceptées par la bourgeoisie, devient un obstacle au processus d'accumulation des deux puissances économiques traditionnelles au Nicaragua.

Lorsque Pedro Joaquin Chamorro (assassiné par Somoza en 1978) prit la tête en 1974 d'une révolte contre Somoza, il le fit au nom de la bourgeoisie tout entière afin de préserver ses intérêts de classe, et afin d'établir des normes sûres pour se partager le "gâteau" de manière à bien délimiter les frontières entre les uns et les autres. Cependant Somoza qui

était un satrape, donne l'ordre au bon moment de tuer Chamorro, leader de l'opposition et de ses intérêts, choisi par les Etats-Unis comme le meilleur interlocuteur pour les prochaines élections. Face à la décapitation de son leader, l'opposition passe à l'offensive en décrétant la première grève patronale en 1978, conduisant la bourgeoisie à soutenir le FSLN, d'autant plus que son programme de gouvernement était le même. Ainsi le FSLN sera le bras armé de la bourgeoisie pour précipiter la chute du dictateur.

Il est intéressant de remarquer comment Sandino dans les années 30 prit également la tête d'une insurrection qui représentait le bras armé des intérêts d'une fraction capitaliste contre une autre fraction capitaliste. En effet Sandino avait lutté jusqu'à sa mort pour les idéaux d'une patrie nationale nicaraguayenne et donc bourgeoise. Dès les premiers combats il soulignait que pour laisser ses armes, les envahisseurs américains devaient abandonner son pays afin d'établir des élections libres et démocratiques. Pour Sandino cette liberté du système capitaliste était suffisante pour garantir une certaine honorabilité nationale. Il n'a jamais lutté pour détruire l'ordre existant et changer la société, même si à l'époque il connaissait la révolution russe. Pour Sandino le but était seulement d'en finir avec l'envahisseur ; pour les sandinistes ce fut le départ de Somoza. Là on voit une lignée cohérente entre les deux mouvements pour préserver à tout prix le système capitaliste tout en luttant pour des intérêts propres et nationaux.

Dès son apparition le FSLN a souligné que son but n'était pas la révolution sociale mais la lutte pour la chute de Somoza. Le FSLN apparaît dans les années 60 comme un regroupement de petits propriétaires fonciers, de chrétiens et mêmes d'admirateurs de la "révolution" nationale castriste. La prise du pouvoir castriste à Cuba encouragea Carlos Fonseca Amador et Tomas Borges fondateurs du mouvement sandiniste à faire de même au Nicaragua. Cette admiration est cependant à l'image de la "lutte de libération nationale" contre Batista (Cuba) et non directement influencée par son alignement au bloc "socialiste" du capitalisme d'Etat russe.

La prise du pouvoir par les sandinistes fut le résultat de la collaboration entre la bourgeoisie libérale et "social-démocrate" régionale et internationale, et comme conséquence de la contre-révolution en Russie à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Ainsi le parti staliniste (PSN) a soutenu pendant quatre décades de père en fils l'une des plus atroces dictatures de l'époque, la dynastie prétorienne des Somoza.

La guerre des "guerrillas" alla jusqu'à la prise du pouvoir non seulement grâce à la force idéalisée de la lutte et de la haine envers Somoza, mais surtout grâce à la collaboration des pays de la région centre-américaine Costa Rica, Panama, Venezuela vont accueillir les sandinistes comme les héros d'une juste cause de "libération nationale" contre le tortionnaire Somoza.

A l'époque le "social-démocrate" Andres Perez président du Venezuela ainsi que l'internationale "socialiste" soutiendront publiquement les sandinistes. Ces derniers participeront à des réunions organisées par cette internationale capitaliste et seront même invités au Congrès Mondial. Bien évidemment la solidarité ne se fait pas attendre et l'"I"S" aidera économiquement et politiquement la cause sandiniste. Le deuxième pas franchi par le FSLN sera les efforts entrepris afin de pouvoir assurer à l'opposition bourgeoise un programme avec des buts semblables, à savoir : l'instauration d'un gouvernement provisoire avec la participation de toutes les tendances d'opposition, la dissolution de la Garde Nationale et la convocation dans un court délai d'élections libres et démocratiques. Une mission sera même envoyée aux Etats-Unis afin de faire comprendre à l'administration Carter que le FSLN ne représentait aucun danger. A l'époque Alfonso Robelo (leader du MDN) et membre du gouvernement provisoire, aujourd'hui dans l'opposition "guerrillera" corré contre les sandinistes, voyagea également aux Etats-Unis afin de persuader Carter de la fiabilité du FSLN et afin de l'assurer qu'il n'y aurait aucun vide de pouvoir dans l'Etat nicaraguayen. Mais les Etats-Unis ne donneront leur accord de soutien au FSLN et au gouvernement provisoire qu'au dernier moment.

Après les diverses volte-faces, Somoza abandonne le Nicaragua. La Junte de reconstruction nationale prend sa place dans le gouvernement. Il n'existe pas de différences fondamentales entre l'opposition bourgeoise et le FSLN à propos de la reconstruction de l'Etat capitaliste. Le problème est seulement limité à une question de méthode sur le rôle de l'Etat et la façon dont celui-ci doit intervenir dans le jeu des classes sociales. Mais aucune remise en question de la nature de l'Etat n'est avancée. Et encore moins la raison de son existence. Dans toute cette période l'opposition bourgeoise a demandé un partage réel du pouvoir. De manière plus nette encore, elle demandait à être tenue au courant des règles du jeu économique ainsi que les limites des transformations voulues par l'Etat arbitre. Cependant le FSLN veut accomplir sa mission propre et se placer au-dessus des classes sociales en défenseur du capital.

En ce qui concerne la religion, l'optique du FSLN est la même. Il fait ainsi un amalgame entre l'action révolutionnaire et la foie. Selon lui ce n'est pas du tout contradictoire. Plus encore il se propose d'être garant de la "pureté" des célébrations religieuses. Donc le FSLN devient animateur et complice de l'église pour bloquer et tromper la pensée critique des travailleurs (tâche contraire à celle des révolutionnaires qui est de détruire l'aliénation de l'homme par la religion ; l'opium du peuple d'après Marx. Aux yeux des exploités l'église est "divisée" entre l'église des "pauvres" que soutient le FSLN et l'église des "riches", cette dernière voulant contrer l'influence du mouvement en tentant de devenir le premier partenaire de la population nicaraguayenne. Mais tous les trois s'unissent dans la volonté de soutenir la foie, expression réactionnaire et anti-dialectique.

Au Nicaragua l'église populaire, qui montre un christ "ouvrier" et "besogneux", rend un double service aux sandinistes. D'abord elle barre la route idéologiquement et politiquement à l'opposition bourgeoise et à l'église "conservatrice". Ensuite, elle permet la légitimation du pouvoir sandiniste en favorisant un amalgame entre foie chrétienne, idéologie sandiniste et révolution alors que ce dernier terme leur est antithétique. Ainsi les sandinistes mettent l'accent sur l'image d'une opposition entre deux églises mais non pas sur la lutte des classes. Donc les sandinistes collaborent au développement de l'église populaire qui jette un voile sur les vrais exploités, les sandinistes et l'église étant de véritables piliers de la "foie révolutionnaire".

Dès l'arrivée des sandinistes au pouvoir, ils ont engagé le mouvement ouvrier dans une lutte contre ses propres intérêts, le soumettant aux pressions et aux contradictions qui le laissent complètement passif, pour limiter toute tentative révolutionnaire. Les sandinistes se donnent comme but la reconstruction de l'Etat et l'arbitrage des classes sociales. Ils exigent d'un côté que la bourgeoisie réinvestisse ses profits et de l'autre obligent la classe ouvrière à travailler d'avantage.

Les sandinistes essaient de concilier ces deux classes afin de consolider l'idée réactionnaire et contre-révolutionnaire d'un Etat nicaraguayen "national". La classe ouvrière mondiale doit être mise en garde sur le fait que pour elle il n'y a ni Etat capitaliste, ni frontières à défendre. La classe ouvrière doit lutter pour rompre ses chaînes, les relations capitalistes de production, son exploitation afin de cesser d'être une classe méprisée et une classe tout court.

Si la garde Nationale a empêché que le prolétariat se libère de son exploitation et du système capitaliste, les sandinistes ont approfondi cette exploitation par le biais de multiples structures comme les "comités de défense de la révolution", organismes remplis de bureaucrates et d'arrivistes. Ils sont chargés de regrouper la population afin de défendre la "révolution" et "aider la population dans ses problèmes quotidiens", en réalité ils ne sont que les yeux et les oreilles des "commandants" sandinistes indicateurs et serviteurs de l'ordre capitaliste au Nicaragua.

De même le véritable rôle de la Coordination syndicale (majoritairement sandiniste), regroupement de la plupart des syndicats pro-gouvernementaux, est d'éviter tout éclatement de grèves et d'assurer que l'exploitation des entreprises de l'Etat et des patrons soit efficace. Tout mouvement de grève a été interdit dans le Nicaragua sandiniste. La classe ouvrière a perdu son expression minimale de ras-le-bol contre l'épuisement physique dans les usines. La coordination syndicale a bien su assurer sa tâche contre-révolutionnaire.

Cependant ce qui est encore plus révoltant, c'est qu'à l'image du stakanovisme russe, les sandinistes ont fait une campagne pour "gagner la bataille de la production" en imposant des comités techniques de production afin d'améliorer la productivité, ce qui entraîne un surplus de travail pour les classes exploités. D'autre part des secrétariats à l'émulation et au travail volontaire vont être créés, afin que la journée de travail s'élève en heure, en intensité, et que la production s'accroisse pendant que les bureaucrates, l'armée et les leaders du mouvement sandinistes continuent de vivre aux dépens de la classe qui produit les richesses de la planète. Tous les prolétaires doivent exiger moins de travail et plus de paye réelle, jusqu'à la prise du pouvoir par la classe. Au Nicaragua régime réactionnaire, anti-progressif et anti-ouvrier nous devons élever la voix afin de faire comprendre que l'exploitation capitaliste n'a pas disparue mais au contraire qu'elle continue de façon mieux centralisée et plus acharnée contre le prolétariat.

La politique des fronts des classes capitalistes, instaurée au Nicaragua pour mettre fin à la dynastie Somoza, est très claire dès le premier jour de son installation : pluralisme politique, économie mixte et liberté religieuse. Les sandinistes ont respecté le pluralisme économique en limitant leur propre participation de l'Etat. Ainsi celui-ci réalise désormais environ 41 % du PIB. Il est à remarquer que tous les plaideurs du capitalisme d'Etat russe n'ont pas

cessé de conseiller le FSLN afin qu'il nationalise toutes les entreprises et qu'il les centralise dans l'Etat (trotskistes de tout poil), mais jamais un seul mot sur la nécessité d'abolir le travail salarié n'a été prononcé. Aspect fondamental pour entamer le processus vers le communisme. La centralisation de l'économie par l'Etat n'abolit pas l'exploitation mais au contraire la rationalise et l'approfondit.

Cependant la bourgeoisie connaît bien ses serviteurs et a été rassurée plusieurs fois, ainsi Tomas Borges déclare sur le projet sandiniste : "il va vers une société nouvelle, d'une conception très particulière de la révolution populaire. On peut l'appeler si on veut société sandiniste dans laquelle l'économie mixte est la ligne stratégique".

Ainsi toute la bourgeoisie régionale qui avait donné son soutien dès les premiers jours aux sandinistes contre Somoza, n'a pas agi de manière différente afin de résoudre le "conflit" entre les Etats-Unis et les sandinistes. Les efforts du groupe Contadora avec la déclaration finale signée y compris par le gouvernement de Managua, montre bien son intérêt d'en finir avec ce "conflit". Les réactionnaires les plus puants ont donné leur soutien à cet effort : Mitterrand, Gonzales, O. Palme, W. Brandt, J. Ziegler...

afin que les intérêts des socio-démocrates soient préservés au Nicaragua. Ces intérêts, plus politiques qu'économiques, représentent la possibilité d'une ouverture vers des marchés tels que le Mexique, le Brésil, l'Argentine, où l'Europe -en tant que bloc - essaierait de concurrencer les USA ou la Russie. Le marché latinoaméricain est la véritable raison de l'acharnement européen à défendre le Nicaragua, ce qui n'étonne guère des vieux partis impérialistes qui y dominent.

Pour les USA le Nicaragua représente toute la fiabilité de l'Amérique latine et bien entendu la sauvegarde de ses intérêts économiques. Pour la Russie d'un autre temps comme pour ce qu'est devenu la Russie aujourd'hui, il s'agit toujours de gagner de nouvelles zones d'influence et de nouveaux marchés. Mais il est difficile de croire que face à une provocation

des Etats-Unis, la Russie ou l'Europe fasse quelque chose au Nicaragua. Comme la Pologne, il correspond au partage du monde entre les deux blocs impérialistes.

Prolétaires du Nicaragua et du monde entier, qu'avez-vous à faire derrière cette confrontation entre blocs économiques -américain, européen, russe -? Rien, bien sûr ; à l'Est comme à l'Ouest, vous êtes exploités et démoralisés jusqu'à la limite de vos forces.

Vous ne pouvez gagner quelque chose qu'en détruisant vos propres chaînes, en commençant par attaquer votre propre capital national et son Etat qui empêche l'abolition des rapports de production marchands, afin de libérer l'être humain de ce système mondial décadent.

Prolétaires du Nicaragua et du monde entier, il faut refuser d'être utilisé comme chaire à canon dans une confrontation quelconque. Au Nicaragua, les sandinistes ont instauré, de manière fictive ou véritable, une situation d'état de guerre (service militaire obligatoire pour les 17-22 ans depuis février 84). De plus, une exploitation bien plus accrue s'exerce, dont la seule justification est la défense de la patrie par la terreur sandiniste.

Non prolétaires, au Nicaragua il n'y a jamais eu de révolution, et moins encore de conquêtes sociales! Les dirigeants sandinistes, hier "guerilleros", aujourd'hui "démocrates", essayent de vous mêler à une défense de l'Etat capitaliste au Nicaragua et donc de l'ignominieuse exploitation. Dans le cas d'une intervention étrangère au Nicaragua, vous n'avez rien à défendre car ce ne serait que choisir un patron et rester attaché à la machine meurtrière du capital.

AUCUNE DEFENSE DE L'ETAT CAPITALISTE AU NICARAGUA ! HORS TOUTE INTERVENTION ETRANGERE ! PROLETAIRES RETOURNEZ VOS ARMES CONTRE L'ENNEMI DANS VOTRE PROPRE NATION : LE FSLN ! POUR LA PRISE DU POUVOIR PAR LA CLASSE OUVRIERE MONDIALE ! UNISSONS NOUS POUR LE COMMUNISME !

Pour toute correspondance:

ALARMA
Boite Postale **329**
75624 Paris cedex 13

SUBSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne, en Grèce, en Grèce et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de: **ALARMA**
CCP n°151628 U Paris

ADRESSES DU FOR HORS DE FRANCE :

- Espagne (ALARMA) : écrire à l'adresse suivante sans autre mention :
APDO 5355 BARCELONA (ESPAGNE)
- Grèce (Komunistiko Vima) à l'adresse suivante sans autre mention :
FOR, Sokratous 59, Athènes (Grèce)